

Cour d'Appel de TOULOUSE
Service Administratif Régional
Immeuble Jean Ceaux
1, rue des Pénitents Blancs
31000 TOULOUSE

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

**Prestations de contrôles techniques et de vérifications périodiques
réglementaires des installations techniques des juridictions du ressort
de la Cour d'Appel de Toulouse, d'Agen, de Nîmes et de Montpellier**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Lundi 29 avril 2024 à 12 heures 00 délai de rigueur

SOMMAIRE

Article 1 : Identification de l'organisme acheteur	3
Article 2 : Objet de la consultation.....	5
2.1 – Objet de la consultation	5
2.2 – Allotissement	5
Article 3 : Conditions de la consultation.....	8
3.1 - Mode d'appel à la concurrence	8
3.2 - Délai de validité des offres	8
3.3 - Pièces constitutives du dossier de consultation.....	8
3.4 - Variantes	10
3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre	10
3.6 - Visite technique	10
3.7 - Modifications de détail au dossier de consultation.....	10
Article 4 : Conditions relatives au marché	10
4.1 - Nature du marché.....	10
4.2 - Type du marché.....	11
4.3 - Prise d'effet et durée du marché.....	11
Article 5 : Présentation des candidatures et des offres.....	11
5.1 - Renseignements relatifs à la candidature.....	12
5.2 - Renseignements relatifs à l'offre.....	13
5.3 - Sous-traitance	14
Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres	15
6.1 - Retrait du dossier de consultation et Transmission des offres par voie électronique..	15
6.2 - Copie de sauvegarde.....	16
Article 7 : Critères de jugement des offres	17
7-1 - Modalités de sélection des offres.....	17
7-2 - Discordance constatée dans l'offre d'un candidat	18
7-3 - Définition des prestations du marché.....	18
Article 8 : Questions des candidats et renseignements complémentaires.....	18

Article 1 : Identification de l'organisme acheteur

La présente consultation est lancée en application de la convention constitutive d'un groupement de commande signé entre les Cours d'appel de Toulouse, d'Agen, de Nîmes et de Montpellier (articles L2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique

<u>Nom de l'organisme :</u> ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel de Toulouse Service Administratif Régional	<u>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur :</u> Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Toulouse et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<u>Adresse :</u> 10, place du Salin	<u>Code postal :</u> 31000
<u>Ville :</u> Toulouse Cedex	<u>Pays :</u> FRANCE
<u>Téléphone :</u> 05-34-45-50-58	<u>Télécopieur :</u> 05-34-45-59-36
<u>Adresse de courrier électronique :</u> rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr	

ET

<u>Nom de l'organisme :</u> ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel d'Agen Service Administratif Régional	<u>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur :</u> Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel d'Agen et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au
--	--

	procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<u>Adresse</u> : Avenue de Lattre de Tassigny	<u>Code postal</u> : 47 916
<u>Ville</u> : AGEN	<u>Pays</u> : FRANCE
<u>Téléphone</u> : 05.34.48.07.91	<u>Courriel</u> : rgbmp.sar.ca-agen@justice.fr

ET

<u>Nom de l'organisme</u> : ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel de Nîmes Service Administratif Régional	<u>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur</u> : Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Nîmes et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<u>Adresse</u> : 38 boulevard Sergent Triaire	<u>Code postal</u> : 30 000
<u>Ville</u> : NIMES	<u>Pays</u> : FRANCE
<u>Téléphone</u> : 05.66.70.35.09	<u>Courriel</u> : rgbmp.sar.ca-nimes@justice.fr

ET

<u>Nom de l'organisme :</u> ETAT MINISTERE DE LA JUSTICE Cour d'Appel de Montpellier Service Administratif Régional	<u>Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur :</u> Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Montpellier et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour, ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur cour d'appel par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en vertu du décret n°2011-107 du 27 janvier 2011 (article D312-66 du code de l'organisation judiciaire) relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premiers présidents et au procureurs généraux de cour d'appel et en leur qualité de représentants du pouvoir adjudicateur en vertu du décret n°2008-522 du 02 juin 2008 (articles R.312-67 et R.312-71 du COJ).
<u>Adresse :</u> 1 rue de Foch	<u>Code postal :</u> 34 023
<u>Ville :</u> MONTPELLIER	<u>Pays :</u> FRANCE
<u>Téléphone :</u> 05.66.70.35.09	<u>Courriel :</u> rgbmp.sar.ca-montpellier@justice.fr

Article 2 : Objet de la consultation

2.1 – Objet de la consultation

La présente consultation est lancée en vue de la passation d'un marché public relatif à des prestations de contrôles techniques et de vérifications périodiques réglementaires des installations techniques pour l'ensemble des juridictions du ressort de la Cour d'appel de Toulouse, d'Agen, de Nîmes et de Montpellier.

Le détail des prestations figure aux Cahiers des Clauses Particulières (CCP) ci-joint.

2.2 – Allotissement

Le présent marché fait l'objet de l'allotissement suivant :

Cour d'appel	Département	Site judiciaire
Lot 1 : cour d'appel Toulouse	Département Haute-Garonne (31)	le Palais de Justice de Toulouse et ses locaux externalisés (Pôle social et Local Archives) - le Service Administratif Régional - le Tribunal de proximité de Toulouse - le Conseil de Prud'hommes de Toulouse - le Tribunal de Commerce de Toulouse - le Tribunal de proximité de Muret - le Palais de justice de Saint-Gaudens
	Département du Tarn (81)	- le Palais de justice d'Albi - le Palais de Justice de Castres - le Tribunal de Commerce de Castres - le Conseil de Prud'hommes de Castres
	Département de Tarn-et-Garonne (82)	- le Palais de Justice de Montauban - le Tribunal de Commerce de Montauban - l'annexe du Tribunal Judiciaire de Montauban - le Tribunal de proximité de Castelsarrasin
	Département de l'Ariège (09)	- le Palais de Justice de Foix - le Tribunal de proximité de Saint Giron
Lot 2 : cour d'appel d'Agén	Département du Lot-et-Garonne (47)	- le Palais de Justice d'Agén, le tribunal Judiciaire d'Agén, site Diderot - le Service Administrative Régional d'Agén - le Conseil des Prud'hommes d'Agén - le tribunal de Commerce d'Agén - le Tribunal de proximité de Marmande - le Tribunal de proximité de Villeneuve sur Lot
	Département du Gers (32)	- le Palais de justice d'Auch, le Tribunal Judiciaire d'Auch, site Lannes - le Tribunal de proximité de Condom
	Département du Lot (46)	- le Tribunal Judiciaire de Cahors, site Square - le Conseil des Prud'hommes de Cahors - le Tribunal de Proximité de Figeac
Lot 3 : cour d'appel de Nîmes	Département du Gard (30)	- le Palais de Justice de Nîmes - le Service Administrative Régional de Nîmes, Archives SAR St Gilles - le Tribunal Judiciaire de Nîmes, site avenue Feuchères - le Conseil des Prud'hommes de Nîmes - le tribunal de Commerce de Nîmes - Palais de justice d'Alès - le Tribunal de Proximité d'Alès - le Tribunal de Proximité d'Uzès
	Département de la Lozère (48)	- le Tribunal Judiciaire de Privas - le Tribunal de Proximité d'Aubenas - Tribunal de Commerce d'Aubenas - le Tribunal de Proximité d'Annonay
	Département du Vaucluse (84)	- le Tribunal Judiciaire d'Avignon - le Conseil des Prud'hommes d'Avignon - le Tribunal de Commerce d'Avignon - le Tribunal Judiciaire de Carpentras

		<ul style="list-style-type: none"> - le Conseil des Prud'hommes de Carpentras - le Tribunal de Proximité d'Orange - le Tribunal de Proximité de Pertuis
	Département de l'Ardèche (07)	<ul style="list-style-type: none"> - le Tribunal Judiciaire de Privas - le Tribunal de Proximité d'Aubenas - Tribunal de Commerce d'Aubenas - le Tribunal de Proximité d'Annonay
Lot 4 : cour d'appel de Montpellier	Département de l'Hérault (34)	<ul style="list-style-type: none"> - le Palais de justice de Montpellier - le Tribunal judiciaire de Montpellier - le Conseil des prud'hommes de Montpellier - le Tribunal de commerce de Montpellier - le Tribunal Judiciaire de Béziers - le Conseil des Prud'hommes de Béziers - le Tribunal de Commerce de Béziers - le Tribunal de Proximité de Sète - le Conseil des Prud'hommes de Sète
	Département de l'Aude (11)	<ul style="list-style-type: none"> - le Tribunal Judiciaire de Carcassonne - le Conseil des Prud'hommes de Carcassonne - le Tribunal de Commerce de Carcassonne - le Tribunal Judiciaire de Narbonne - le Conseil des Prud'hommes de Narbonne - le Tribunal de Commerce de Narbonne
	Département des Pyrénées-Orientales (66)	<ul style="list-style-type: none"> - le Tribunal Judiciaire de Perpignan - le Conseil des Prud'hommes de Perpignan - le Tribunal de Commerce de Perpignan
	Département de l'Aveyron (12)	<ul style="list-style-type: none"> - le Tribunal Judiciaire de Rodez - le Conseil des Prud'hommes de Rodez - le Tribunal de Commerce de Rodez - le Tribunal de Proximité de Millau - le Conseil des Prud'hommes de Millau

Article 3 : Conditions de la consultation

3.1 - Mode d'appel à la concurrence

La présente consultation est passée selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert, (AOO) en application des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

3.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **cent vingt jours** (120) à compter de la date limite de réception des offres.

3.3 - Pièces constitutives du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque soumissionnaire qui en fait la demande.

Il comprend les pièces suivantes :

Document	Annexe
Le règlement de Consultation	
Acte d'engagement Lot n°1 CA Toulouse et son annexe	<u>Annexe n°1a à l'AE</u> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et récapitulatif ET BPU
Acte d'engagement Lot n°2 CA Agen et son annexe	<u>Annexe n°1b à l'AE</u> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et récapitulatif ET BPU
Acte d'engagement Lot n°3 CA Nîmes et son annexe	<u>Annexe n°1c à l'AE</u> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et récapitulatif ET BPU
Acte d'engagement Lot n°4 CA Montpellier et son annexe	<u>Annexe n°1d à l'AE</u> : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et récapitulatif ET BPU
CCP commun	

	<u>Annexe n°1 au CCP :</u> Liste et coordonnées des juridictions
	<u>Annexe n°2 au CCP :</u> Cartes géographiques ressorts
	<u>Annexe n°3.a au CCP :</u> MMT - Liste des équipements CA Toulouse
	<u>Annexe n°3.b au CCP :</u> Nomenclature des appareils élévateurs- Liste des équipements SSI Cour d'Appel de Toulouse
	<u>Annexe n°3.c au CCP :</u> MMT - Liste des équipements du PJ Toulouse
	<u>Annexe n°4 au CCP :</u> MMT - Liste des équipements juridictions CA Nîmes
	<u>Annexe n°5.a au CCP :</u> Liste des équipements département Aude CA Montpellier
	<u>Annexe n°5.b au CCP :</u> Liste des équipements département Aveyron CA Montpellier
	<u>Annexe n°5.c au CCP :</u> Liste des équipements département Hérault CA Montpellier
	<u>Annexe n°5.d au CCP :</u> Liste des équipements département Pyrénées-Orientales CA Montpellier
	<u>Annexe n°6.a au CCP :</u> Liste équipements lot 47 CA Agen
	<u>Annexe n°6.b au CCP :</u> Liste équipements Gers 32 CA Agen
	<u>Annexe n°6.c au CCP :</u> Liste équipements Lot 46 CA Agen
Le mémoire “Projet d’organisation”, justificatif des dispositions et des moyens en personnels et matériels prévus pour exécuter les prestations, que le TITULAIRE a remis avec son offre	

3.4 - Variantes

Aucune variante ne sera acceptée au titre du présent marché.

3.5 - Langue devant être utilisée dans l'offre

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre, doivent être rédigés en langue française.

3.6 - Visite technique

La visite des sites est **facultative**.

Lors des visites techniques, les soumissionnaires seront avisés de toutes les difficultés d'exécution, des impératifs et du volume des prestations de chaque site, et ce de manière identique.

Cependant, il ne pourra être posé **aucune question en lien direct avec le marché**. En effet, toute question ou complément d'information devra être formulé dans les conditions fixées à l'article 8 du présent RC, et ce dans un souci d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les métrages, description des sites, liste des équipements etc...sont fournis à titre indicatif dans les pièces du marché.

Il appartient aux candidats de procéder à une vérification de ces données lors de visites des sites.

Les coordonnées des personnes à contacter pour la programmation des visites sont disponibles à l'annexe n°1 du CCP commun.

3.7 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise de l'offre, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Conditions relatives au marché

4.1 - Nature du marché

Le présent marché est un marché de services, il est conclu principalement à prix forfaitaire et à titre complémentaire avec une part à bons de commande.

Conformément à l'article R-2162-4 du Code de la commande publique, la part unitaire à bons de commande, est conclue sans minimum et avec un maximum sur la durée du marché fixée aux conditions suivantes :

Lot	Montant maximum en € HT
Lot 1 Cour d'Appel Toulouse	6 000 €
Lot 2 Cour d'appel Agen	6 000 €
Lot 3 cour d'appel Nîmes	6 000 €
Lot 4 Cour d'appel Montpellier	6 000 €

4.2 - Type du marché

Classification CPV 2008 (vocabulaire commun marchés publics) :

Objet principal : 71631300-3 services de contrôles techniques de bâtiments

4.3 - Prise d'effet et durée du marché

Les présents marchés sont conclus pour une période ferme initiale, du 1er juin 2024 au 31 décembre 2025, renouvelable annuellement par reconduction expresse sans pouvoir excéder la date du 31 décembre 2028.

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Ils prendront effet dès leur notification par ordre de service émis par le Pouvoir adjudicateur.

Article 5 : Présentation des candidatures et des offres

L'offre du soumissionnaire comprendra pour chaque lot technique deux parties distinctes :

- **un dossier de candidature** contenant les pièces sur la situation propre du prestataire de services et les pièces permettant une évaluation de la capacité économique, financière et technique requise en vue de la sélection des candidatures (Application des articles R 2143-3 et suivants du Code de la Commande publique). Les mêmes exigences seront requises des sous-traitants éventuels.

Par souci de simplification, **un seul dossier de candidature** est à fournir, même si le soumissionnaire candidate sur plusieurs lots.

En application de l'article R 2143-4 du Code de la Commande Publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**), en lieu et place des imprimés DC1 et DC2 du ministère de l'Economie et des Finances, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type. Ce document « papier » sera rédigé obligatoirement en français. Le e-DUME peut être adressé par voie électronique.

- **Un dossier correspondant à l'offre :** A chaque lot correspond une offre, le candidat qui souhaiterait soumissionner sur plusieurs lots devra présenter **un dossier d'offre pour chaque lot**.

Outre le mémoire technique propre à chaque lot, un acte d'engagement par lot devra être complété.

Tous les documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise candidate.

Un pouvoir habilitant le signataire à engager la société sera joint au dossier.

5.1 - Renseignements relatifs à la candidature

Liste des documents à produire dans le dossier candidatures	
Descriptif	Observation
<p align="center">Déclaration de candidature au choix du candidat : Formulaire DC1 (Lettre de candidature) + formulaire DC2 (déclaration du candidat) Ou Formulaire DUME (document unique de marché européen)</p>	
La lettre de candidature – DC1*	Lettre mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce-dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement.
La déclaration du candidat – DC2* dans laquelle il devra faire figurer ou fournir : <ul style="list-style-type: none"> ➤ le chiffre d'affaire global annuel HT sur les trois (3) dernières années et le chiffre d'affaire des trois (3) dernières années pour le domaine concerné par la prestation ➤ une liste des marchés similaires exécutés au cours des trois (3) dernières années, leur montant, leur date et leur destinataire public ou privé ; ➤ l'effectif de la société, en détaillant par type et cadre d'emploi (technique ou administratif, cadre ou exécutants et de contrats). 	<p>Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra à défaut, prouver sa capacité financière par tout document équivalent.</p> <p>Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une liste de références sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité professionnelle par tout document équivalent, certificats de qualification professionnelle, indication de l'expérience professionnelle du personnel de l'entreprise par exemple.</p>
Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements(s) prononcé(s) à cet effet.	
Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise	

Assurance couvrant l'activité professionnelle objet du marché et Assurance responsabilité civile	
La liste des sous-traitants éventuels accompagnée du formulaire DC4* .	<p>Le soumissionnaire doit fournir à l'appui de son offre, la liste nominative des sous-traitants auxquels il envisage de confier certaines prestations. Une demande d'acceptation de sous-traitant est formulée pour chaque sous-traitant. Cette demande sera accompagnée pour chaque sous-traitant des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise ; ➤ La copie du (ou des) jugement(s), en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente.
Un BIC/IBAN	
Extrait K-BIS	

**Les formulaires DC1 (Lettre de candidatures, DC2 (Déclaration du candidat) et DC4 (Déclarations de sous-traitance) sont disponibles sur le site électronique du Ministère de l'Economie et des Finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Ces formulaires devront comporter la signature originale de la personne habilitée à engager la société.*

5.2 - Renseignements relatifs à l'offre

Liste des documents à produire dans le dossier offre	
Descriptif	Observation
L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe (DPGF)	<p>Ces pièces doivent être complétées, paraphées sur chacune des pages, datées et signées par le représentant du Titulaire</p> <p>Les annexes de l'AE devront <u>obligatoirement</u> être complétées sous format EXCEL ou équivalent.</p>
Le Cahier des clauses Particulières (CCP) et ses annexes	<p>Ces pièces sont à accepter sans aucune modification, toutes les pages doivent être <u>paraphées</u> par le représentant du Titulaire et doivent être <u>datés et signés à la dernière page.</u></p>

Liste des documents à produire dans le dossier offre	
Descriptif	Observation
<p>Le ou les mémoire(s) technique(s) explicitant les dispositions particulières adaptées pour l'exécution de la mission ainsi que l'organisation opérationnelle envisagée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les méthodes d'organisation envisagées spécifiquement pour l'exécution de ce marché : gestions des plannings et programmation des interventions, description des mesures employées pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche, qualité des rapports et comptes rendus ❖ Les moyens humains et logistique du candidat : organisation et fonctionnement de l'entreprise, les moyens humains affectés à l'exécution des prestations, qualifications, habilitations et formations suivies ; ❖ Les moyens et quantités matériels, moyens techniques, moyens de transport, équipements et outillage dont le candidat peut disposer dans le cadre du marché ; ❖ L'organisation de l'entreprise dans le domaine de l'assurance qualité, de la sécurité et de la protection de la santé : qualification ISO 9001 ou équivalence ❖ Certificats de qualifications professionnelles, agréments et habilitations 	<p>Les méthodes et outils proposés par le candidat dans son dossier (organisation envisagée dans l'exécution du marché) doivent correspondre en tout point à ceux qui seront mis en place dès la notification du marché.</p>
<p>Un support électronique sur lequel figure l'ensemble des documents peut être fourni à l'appui de la candidature et de l'offre (CD, DVD ou clé USB)</p>	<p>Ce support vaut copie de sauvegarde, conformément aux dispositions de l'article 6.2 du présent RC.</p>

5.3 - Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L 2193-3 du Code de la Commande Publique, un Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations qu'il doit exécuter au titre d'un marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il les présente dans les mêmes conditions que les siennes.

Les sous-traitants doivent être déclarés et une annexe à l'acte d'engagement doit être produite attestant de leur acceptation par le titulaire du marché (DC4) disponible à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres doivent être remises avant le :

Lundi 29 avril 2024 à 12 H 00, délai de rigueur.

6.1 - Retrait du dossier de consultation et Transmission des offres par voie électronique

La présente consultation est passée en application des articles R. 2132-1 à R.2132-14 du Code de la Commande Publique relatifs à la dématérialisation des communications et échanges d'informations. Le Dossier de Consultation (DC) est disponible sur le site électronique de la plate-forme pour la dématérialisation et la modernisation des procédures d'achat public (PLACE) à l'adresse suivante : «<http://www.marches-publics.gouv.fr>» (sous la référence «CATLSE24-001», marché de «services»).

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente procédure formalisée.

Les soumissionnaires ont la possibilité de :

- consulter les avis publiés sur le site ;
- retirer le DC dans son intégralité ;
- déposer leur offre.

Les soumissionnaires disposent de documents disponibles sur le site :

- le manuel d'utilisation ;
- les conditions générales d'utilisation ;
- les pré-requis techniques.

Ces documents décrivant l'utilisation du site électronique «<http://www.marches-publics.gouv.fr>» font partie intégrante du règlement de consultation.

Préalable :

Le soumissionnaire doit se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site «<http://www.marches-publics.gouv.fr>» pour toute action sur ledit site.

Retrait du DC :

Pour retirer un DC, les soumissionnaires doivent renseigner un formulaire d'identification. A cet effet, ils fournissent le nom de l'organisme, le nom de la personne physique téléchargeant les

documents et une adresse permettant de façon certaine une correspondance électronique, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).



Attention, depuis le 1^{er} octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être déposées sur le site PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat).

Les offres remises sur format papier ne seront plus acceptées.

Depuis le 1^{er} octobre 2018, vous devez, pour les marchés publics égaux ou supérieurs à 25 000€HT :

- Transmettre votre candidature et votre offre par voie électronique,
- Transmettre à l'acheteur vos questions, demande d'informations par voie électronique...
- Recevoir les informations et les décisions des acheteurs (lettre de rejet, notification, etc...) par voie électronique.

6.2 - Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB, CD-Rom, DVD-Rom) peut être adressée à l'acheteur **avant la clôture de la consultation**.

Cette copie est destinée à se substituer à l'offre électronique en cas d'anomalies ou de difficultés limitativement énumérées survenues lors de la prise en compte de l'offre sur la plateforme PLACE.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que dans le cas où la version transmise par voie électronique ne peut être utilisée.

La transmission de ces copies de sauvegarde s'effectue par voie postale ou dépôt en main propre selon les modalités suivantes :

Les soumissionnaires transmettent leur proposition sous pli cacheté avec la mention suivante :

**« COPIE DE SAUVEGARDE
Vérifications réglementaires
Ne pas ouvrir avant la réunion. »**

L'enveloppe sera fermée et envoyée par la poste en recommandé ou remise contre récépissé à l'adresse suivante, du lundi au vendredi de 10H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H00 :

Cour d'Appel de TOULOUSE
Service Administratif Régional
Service de la Gestion Budgétaire et des Marchés Publics
Immeuble Jean Céaux, 6^{ème} étage
1, rue des Pénitents Blancs
31000 TOULOUSE CEDEX

Article 7 : Critères de jugement des offres

7-1 - Modalités de sélection des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6 et R 2152-7 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés ci-après, avec la pondération suivante :

1. La valeur technique de l'offre :45 %

- l'organisation technique de la prestation (planification des interventions, transmission d'informations avec l'Administration, moyens de communication): 20 %
- l'organisation générale de la prestation (qualité de l'organisation et des moyens proposés, composition de l'encadrement, des équipes d'interventions, qualification, formation et expériences du personnel d'interventions sur les sites) : 10 %
- Qualité des rapports proposés (Composition et clarté des rapports, temps de remise après la vérification, dispositif de mise à disposition des rapports : organisation et des moyens proposés, exemplaire de rapport communiqué) : 10 %
- Politique environnementale : critères environnementaux proposés pour l'exécution du marché..... 5%

2. Le montant de l'offre :55 %

- DPGF : 50 %
- BPU : 5 %

Nota :

Le marché ne pourra toutefois être attribué au candidat dont l'offre aura été retenue, que si celui-ci produit dans le délai imparti par l'administration, les documents prévus aux articles R.2143-6 à R.2143-12 du Code de la Commande Publique.

7-2 - Discordance constatée dans l'offre d'un candidat

En cas de discordance constatée dans l'offre d'un candidat, entre les prix des prestations qui figurent dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et ceux qui figurent dans l'Acte d'Engagement, les indications portées en lettres dans ce dernier document prévaudront et le montant de la décomposition du prix forfaitaire global sera rectifié en conséquence.

Si la décomposition du prix global et forfaitaire comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, elles seront également rectifiées.

Il est cependant formellement spécifié, que les erreurs et omissions relevées dans la décomposition du prix global et forfaitaire **postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres ne pourront en aucun cas conduire à une modification du prix global offert.**

Dans le cas d'erreurs de multiplication, d'addition ou de report constatées dans la décomposition du prix, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7-3 - Définition des prestations du marché

Il est spécifié que la définition des prestations des marchés est fixée par les CCP et l'ensemble des documents établis pour les marchés.

La décomposition du prix ne peut en aucun cas apporter de modifications à la définition de l'engagement contractuel.

Toutes indications portées à cette décomposition du prix par les candidats, relatives à des restrictions, réserves, exclusions ou modifications de tous ordres sont réputées nulles de plein droit.

Article 8 : Questions des candidats et renseignements complémentaires

Si la compréhension de certains éléments du dossier nécessitait des compléments d'information, la demande explicite devra en être formulée **uniquement par écrit** soit :

- Via le site de la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>) sous la référence du marché et dans la partie réservée aux questions des candidats
- A défaut, par courrier électronique à l'adresse suivante : rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr

L'Administration regroupera les réponses aux différentes questions, et les transmettra dans les mêmes termes à tous les candidats concernés, sous réserve que les demandes aient été faites en temps utiles, **soit six (6) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres**, conformément à l'article R.2132-6 du Code de la Commande Publique.

De manière générale, pour tous renseignements complémentaires, les candidats pourront prendre contact avec :

Madame Nadia MANAR
Directeur des Services de Greffe Judiciaires
Responsable de la Gestion Budgétaire en charge des Marchés Publics
Cour d'Appel de Toulouse
Service Administratif Régional
Service de la Gestion Budgétaire et des Marchés Publics
1 rue des Pénitents Blancs
31 000 TOULOUSE
Email : rgbmp.sar.ca-toulouse@justice.fr
[Tel : 05.34.45.50.58](tel:05.34.45.50.58)